

Les subsides

d'autre qu'une forme nouvelle et dangereuse de protectionnisme continental.

Le gouvernement conservateur a échoué sur bien des plans. Il n'a pas pris de mesures efficaces pour aider le million et plus de chômeurs à trouver des emplois productifs et permanents. Il ne s'est pas occupé des problèmes financiers qui assaillent les établissements d'enseignement postsecondaire. La politique des conservateurs a même empiré les choses. Le gouvernement a réduit les dépenses dans les programmes d'expansion industrielle et régionale. Il a renié les promesses qu'il avait faites d'accroître les dépenses fédérales en matière de recherche et de développement. Il a, en fait, pris la direction opposée, comme nous en avons eu la preuve ces derniers jours par la façon brutale dont il s'en est pris au Conseil national de recherches. Au lieu de cultiver la souveraineté canadienne et notre liberté à développer nos propres mode et qualité de vie, le gouvernement conservateur fonce tête baissée dans les négociations sur le libre-échange afin d'intégrer le Canada davantage à l'économie des États-Unis, affaiblissant ainsi notre capacité de mettre au point une politique qui nous aide à devenir un concurrent de premier ordre sur les marchés mondiaux.

En entamant des entretiens sur le libre-échange avec Washington, le premier ministre (M. Mulroney) a projeté le Canada au premier plan du débat national sur le commerce qui fait rage aux États-Unis. Le gouvernement et lui ne pouvaient pas choisir pire moment. Le milieu des affaires et le Congrès des États-Unis sont pris de panique parce qu'ils estiment ne pas vendre assez sur les marchés mondiaux. Ils veulent diminuer et non accroître les importations du Canada et du monde entier; autrement dit, les conditions ne sont pas propices à la signature d'un accord sur le commerce qui soit avantageux pour le Canada. Le gouvernement ne conclura d'accord commercial avec les États-Unis que s'il accorde des concessions, qui ne seront pas acceptables par les Canadiens en général.

Au nom du gouvernement, aujourd'hui, la ministre a beaucoup parlé de ce qu'elle attend des États-Unis dans un accord commercial, mais elle n'a pas dit ce qu'elle est prête à donner en échange. C'est le problème. Le silence des députés conservateurs à ce sujet en dit long. Ils nous révèle sans équivoque qu'il n'est pas possible de conclure un accord avec les États-Unis qui soit avantageux pour le Canada sans payer un prix dont les Canadiens se refusent à faire le sacrifice.

Nous avons vu le tort que les droits de douanes de 37 p. 100 imposés par le président Reagan ont fait aux producteurs de bardeaux de la Colombie-Britannique. Ce qui s'est passé alors montre combien les prétendues relations spéciales du premier ministre avec le président Reagan ont peu de poids lorsqu'il s'agit d'empêcher les États-Unis de prendre des mesures contraaires aux intérêts canadiens. Les autorités américaines ont pris récemment la décision d'imposer des droits de douanes de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre. C'est la dernière preuve de l'incompétence du gouvernement conservateur et de son incurie en matière de relations commerciales avec les États-Unis.

La ministre du Commerce extérieur et le premier ministre ont essayé de démontrer, depuis cette décision, que cette mesure prouve pourquoi un accord global de libre-échange avec les États-Unis s'impose. Selon eux, en vertu d'un tel accord, les États-Unis ne pourraient plus infliger des mesures de harcèlement au Canada, comme les droits de douanes sur

les bardeaux et le bois d'oeuvre. Rien n'est plus loin de la vérité. C'est une grossière erreur. Le président Reagan, dans sa célèbre lettre au sénateur Packwood, a déclaré sans équivoque que les États-Unis ne renonceraient jamais, dans un accord commercial avec le Canada, à leurs lois actuelles qui leur permettent d'imposer des droits compensateurs et autres mesures protectionnistes. S'il en est ainsi, le premier ministre, la ministre du Commerce extérieur et tout le gouvernement se trompent. Quel intérêt y a-t-il à conclure un accord général de libre-échange avec les États-Unis si cela ne nous protège pas contre le harcèlement que ces derniers pratiquent à l'égard des exportations canadiennes et qu'en même temps cela met en danger des centaines de milliers d'emplois canadiens tout en compromettant notre capacité de prendre nos propres décisions quant à l'avenir de notre pays et de notre peuple?

Il est évident que les négociateurs américains aux entretiens bilatéraux sur le libre-échange ont des objectifs précis et bien définis. Les Américains ont déjà dit qu'ils voulaient que les règles soient les mêmes pour tous et qu'ils bénéficient d'une égalité de traitement dans leurs relations avec le Canada. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que le premier ministre, dans un discours qu'il a prononcé sur le commerce au printemps dernier, a déclaré que son gouvernement et lui sont prêts à accorder l'égalité de traitement national aux Américains.

Il a dit qu'il voulait que les Canadiens jouissent d'un traitement national aux États-Unis et c'est impossible si l'on n'accorde pas la même chose aux Américains. Cela signifie que nous n'aurons plus la faculté d'élaborer nos propres politiques pour favoriser l'entreprise canadienne, certains de nos secteurs industriels et l'expansion de notre économie dans des régions moins évoluées du pays à moins que nous ne traitions les États-Unis, leurs sociétés et leurs régions précisément de la même façon.

• (1600)

De toute évidence, dans ces négociations sur le libre-échange, les Américains chercheront à limiter les programmes d'incitation régionale qui encourage l'expansion industrielle dans les régions désavantagées comme celle des provinces Maritimes. Ils tenteront de saper le programme d'assurance-chômage et d'autres programmes sociaux si importants pour les Canadiens. Ils tenteront de démanteler nos offices de commercialisation agricole établis partout au Canada en exigeant que les agriculteurs canadiens affrontent la dure concurrence étrangère alors que l'agriculture au Canada fait face à une crise financière extrêmement grave.

Les négociateurs commerciaux américains demanderont un engagement à l'égard des placements qui nous empêchera de renforcer notre mainmise sur notre économie. Un fait particulièrement ennuyeux et inquiétant est que les Américains semblent estimer que les industries culturelles sont de simples entreprises commerciales. Ils exerceront donc de vives pressions pour faire modifier nos politiques établies de longue date qui encouragent l'existence des livres, des revues, du théâtre, de la radiodiffusion et du cinéma. Ils nous demanderont également de renoncer à établir notre propre politique monétaire et fiscale. Clayton Yeutter, représentant commercial des États-Unis, a déjà parlé de la majoration du dollar canadien. Si cela se produit, on privera le Canada d'un avantage compétitif légitime tout en augmentant nos taux d'intérêt.